

Journées d'action Fonction publique 19 mars 2024



LE SERVICE PUBLIC «MÉRITE» AUTRE CHOSE !

Et voilà un nouveau coup que l'on tente de porter au Service public, avec le grand retour de la rémunération dite « au mérite ».

Notons au passage que le gouvernement persiste et signe dans l'usage d'une tactique assez redoutable : plutôt qu'une attaque frontale contre le statut de la Fonction publique, auquel l'opinion est attachée, c'est la méthode du détricotage, jusqu'à ce que la coquille soit plus ou moins vidée de sa substance ... Plus perfide, mais non moins dévastateur !

En termes de rémunération, il y aurait donc des fonctionnaires zélés et engagés dans leur mission, qu'il conviendrait d'encourager, et d'odieux fainéants qu'il faudrait pouvoir saquer. Ainsi on créera une saine émulation, dans un esprit de concurrence, bien sûr libre et non faussée, propre à porter le Service public vers des lendemains enchanteurs. Pour la première partie de l'analyse qui précède, c'est à peu près du niveau de l'analyse de comptoir, à tout le moins bien simpliste. Quant à la seconde, cela tient de l'imaginaire libéral, qui a décidément la vie dure.

Car l'idée n'est pas franchement nouvelle. Lors du mandat de N. Sarkozy, le gouvernement avait tenté de créer ces différentiels de notation forts, ayant une incidence sur la rémunération. Au final, ce fut un fiasco, avec un système artificiel, voire un peu ridicule, et favorisant la défiance à l'intérieur du service et entre la hiérarchie et les agent.es. En plus, comme à son habitude, l'État étant un peu « chiche », il y avait un énorme décalage entre des « wagons » d'agent.es investi.es et la petite cohorte des « méritant.es ». Au final, il a fallu assez rapidement mettre fin à ce système aussi douteux qu'ubuesque.

Et voilà que ressurgit ce vieux serpent de mer ... Assisterons-nous à une nouvelle manifestation du « Même cause, même effets » ?

Non. Ce sera pire. Tout d'abord, si le but du jeu est de compenser « à la gueule du client », le recul du niveau de vie des agent.es (effet gel du point d'indice/inflation), c'est totalement fallacieux. Cela va sans dire, mais peut-être mieux en le disant ... Mais surtout, cette affaire-là vient se greffer sur une Fonction publique assez profondément en proie au doute (et parfois plus...), avec nombre de services en piteux état et parfois une crise des vocations qui semble s'avancer ici et là. Greffons là-dessus une « concurrence interne » et nous aurons un joli cocktail, qui risque de s'avérer très rapidement catastrophique.

Rappelons ici que si on a créé un statut particulier, des règles (et obligations !) spécifiques, ce n'est pas pour rien. Cela correspond à une vision du Service public, qui, à notre sens, est toujours d'actualité et peut-être plus que jamais.

Jouer à un vilain jeu avec les fins de mois des agent.es, dans des conditions qui ne manqueront pas d'être critiquables par simple construction, ne va nullement aider à raffermir le Service public. Au moment où le retour à des fondamentaux serait une inspiration salutaire tant pour le public que pour les agent.es, s'en éloigner encore plus nous paraît être un risque bien inconséquent.

On va enfoncer une porte ouverte : l'écrasante majorité des agent.es aiment leur mission et souhaitent l'accomplir dans les meilleures conditions. C'est à l'État de leur en donner les moyens et de leur renvoyer l'ascenseur par une revalorisation juste et légitime. Voilà, pour nous, le vrai progrès pour le Service public. Et c'est pour cela que nous appelons toutes et tous à participer à la mobilisation du 19 mars.

